



Venezuela, trois hypothèses et un conflit en marche

Par [Modesto Emilio Guerrero](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 04 mars 2014

kaosenlared.net

Dans le scénario qu'ils doivent affronter, Obama et ses boys du Département d'État et du Comando Sur ont plusieurs obstacles à vaincre.

A l'encontre de toutes les prévisions, le gouvernement vénézuélien a réussi à réunir au Palais de Miraflores une douzaine de maires et fonctionnaires de la Mesa Unidad Democrática d'opposition, le propriétaire du plus grand empire industriel du pays accompagné d'autres capitalistes, les représentants de 3 églises et plusieurs artistes et sportifs qui ne sont pas non plus chavistes. En plus, évidemment, des principales figures institutionnelles du gouvernement, à l'exception de celles du pouvoir populaire.

Cette campagne de paix est structurée par régions, mouvements et localités de tout le pays autour de deux objectifs. Isoler les éléments les plus violents de l'opposition et chercher un accord économique, productif, commercial et politique, avec les facteurs dominants de la droite et les E.U.

Cela n'a pas été facile et ne le sera pas d'avantage à l'avenir. Presque 90% des partis de la Mesa Unidad Democrática, MUD, réunie en assemblée ont voté en faveur d'une méconnaissance de l'appel de Maduro et décidé de rester ferme dans une attitude de sabotage de la gouvernabilité, leurs divergences concernent les questions de « quand et comment » y parvenir, et surtout de savoir qui prendra la tête de ce mouvement. Mais les principaux acteurs politiques de la MUD ne suivront pas la proposition du gouvernement, même par obligation institutionnelle. Ce qui fut le cas de Capriles Radonski, Gouverneur en fonction pour la seconde fois dans l'état de Miranda, voisin de la Capitale Vénézuélienne.

Trois données clés de la conjoncture

Ce rapprochement diplomatique contre la violence démesurée des facteurs les plus radicaux de la MUD ne peut se comprendre qu'en tenant compte de trois données clés de la conjoncture vénézuélienne.

La première est que les émeutes violentes politico-militaires de Leopoldo López et de son mouvement fondamentaliste Volonté Populaire ont été contenues, freinées, et temporairement contrôlées. Le côté insurrectionnel qu'il voulait donner à ses actions pour Ukrainiser le pays s'est terminée par l'échec de l'aventure mais ses forces militantes parmi la jeunesse universitaire la plus ultramontaine n'ont pas été démantelées, encore moins leur solide conviction et leur détermination, ni celle des appareils qui leur fournissent un appui militaire opératif (principalement la Feudail « Fondation de l'Internationalisme Démocratique Avarado Uribe Vélez (qui correspond à sa fondation Démocratie Internationale qui réunit le Fascisme Mondial dans une organisation unique où les interactions transnationales sont

multiples et permanentes, Aznar en est un des notables membres européens NdT). Ce qui est nouveau dans le processus révolutionnaire bolivarien, c'est le surgissement de quelques milliers d'étudiants chargés d'une haine antichaviste accumulée en 15 ans d'inculcations idéologiques, qui remontent au biberon, aussi furieuses que droitières.

L'ingrédient le plus modéré de ce nutriment générationnel (l'âge moyen des manifestants est de 20 ans) est le mépris de tout ce qui s'écarte du modèle de vie et de consommation de Miami. Cette strate juvénile qui se risque à faire dans les rues ce que 4 millions d'opposant ne voulaient pas, cette fois, s'appuient socialement sur quelques 50 mille jeunes de quatre universités privées, et d'une, publique, néo-libéralisée, la UCV, l'Université Centrale du Venezuela. La personnalité la plus représentative de cette génération n'est pas Capriles Radonski, elle s'appelle Leopoldo López, qui est à présent prisonnier et mis en déroute.

Ce recul de l'ennemi déployé entre le 6 et le 19 février doit être évalué comme un acquis tactique du gouvernement. Mais cette avancée se fait sur un terrain fragile, vitreux où les accords et discussions doivent se soumettre à l'épreuve des faits dans une société où ceux d'en bas ne supportent plus ceux d'en haut et vice-versa. En contradiction absolue avec le calendrier du gouvernement, accompagné maintenant par une partie minoritaire de l'opposition dans la Conférence de Paix, réalisée à Miraflores, est adopté selon les documents et déclarations un autre agenda.

Tant la députée Maria Corina Machado, associée de López, que d'autres secteurs de la MUD, que le maire de Caracas, Antonio Ledezma et plus de 85% des députés et maires de la droite, sont axés sur la proposition et le programme nommé « Le Raccourci », promu par différents intellectuels de l'opposition. Ce n'est pas un raccourci par hasard. Ils sont convaincus que nous sommes dans une année dans laquelle les conditions objectives sont propices pour retourner Maduro et entamer la mise en déroute du puissant mouvement chaviste..

L'auteur de cette « théorie » ou son diffuseur, Alberto Franceschi, un ex marxiste, dit, « c'est maintenant ou jamais », parce que les effets sociaux de l'effondrement dans la distribution des aliments, la spéculation des entrepreneurs, la chute des rentrées fiscales, le choc de la dévaluation que subissent les gens et la déstructurante pénurie, justifient une modification du calendrier électoral et des actions comme celles de février. Selon ce calendrier, mai prochain serait le mois décisif, comme cela a été dévoilé par une conversation téléphonique entre le chef de la MUD, Guillermo Avelado, et un général en retraite de leurs affiliés, disponible sur le web. Ce calendrier subversif est la limite des actuelles négociations, à l'intérieur et hors du palais de Miraflores.

La seconde donnée se concentre sur le gouvernement de Nicolas Maduro lui-même. De ce qu'il fait à ce qu'il ne fait pas, dépendra l'autre partie de la solution de la crise. Ces décisions gouvernementales se concentrent dans quatre cadres : l'économie productive, le contrôle du commerce extérieur, les finances spéculatives de la banque et sur le même plan de responsabilité ce qu'il fera ou ne fera pas concernant le secteur corrompu à l'intérieur du gouvernement, converti à ce niveau en l'un des trois pires ennemis du gouvernement lui-même. Le caractère improductif dans l'économie de cette bureaucratie, son esprit conservateur et son attitude ouvertement antidémocratique avec le mouvement, cohabitent avec les ennemis extérieurs du gouvernement et ceux qui sont dans le pays.

Le troisième facteur. La complexe réalité économique vénézuélienne impose d'examiner la

question suivante ; Jusqu'où est décidé à aller le Département d'État ? Il donne des signaux contradictoires, pas avec sincérité, par ruse. Il a été démontré dans les émeutes de février 2014 que dès ce moment il n'a pas eu une politique unique envers le Venezuela. S'il en avait été ainsi, février 2014 aurait ressemblé d'avantage au 11 avril 2002. C'est un fait connu de l'histoire que dans des situations de haute intensité comme celle-ci, Washington n'agit pas seul. Il doit le faire à travers des médiations locales et internationales.

Il ne se risque pas non plus sans les résultats d'une préparation systématique de l'opinion publique de la région et d'une partie du monde. Dans le scénario qu'ils doivent affronter au Venezuela, Obama et ses boys du Département d'État et du Comando Sur rencontrent divers obstacles à vaincre. Ils ne peuvent justifier facilement – en réalité ils n'ont rien pour le soutenir – que le gouvernement de Nicolas Maduro serait une tyrannie dans le style de celle de Mouammar Kadhafi, autoritaire comme l'Ukraine ou isolée par la moitié du monde comme l'Irak de 2003.

Ils ne peuvent pas non plus se servir des ressources de la "guerre de basse intensité" comme ils le firent avec bonne fortune au Honduras en 2009, quand il suffit d'une décision judiciaire contre l'ex président Manuel Zelaya, pour que les forces réactionnaires du pays s'organisent autour d'un coup d'état triomphant. Ils ne peuvent non plus reproduire la combine antidémocratique du Paraguay en 2012, où ils purent utiliser la conspiration orchestrée par un journal populaire comme AbcColor, une multinationale (Monsanto), les partis du capital paraguayen, la corruption de la police et les sommets de la hiérarchie militaire, pour soutenir le renversement du gouvernement de Lugo depuis le Sénat. Toutes ces conditions sont de peu de poids dans un pays qui vit un processus révolutionnaire à travers les canaux républicains, respectant et amplifiant les pouvoirs classiques de la fiction démocratique bourgeoise (au Venezuela il y a 5 pouvoirs et non 3), et soutenu par un puissant mouvement social regroupé dans un pouvoir populaire en gestation d'une grande conscience politique.

Pour finir, une clé dans la perspective immédiate : il existe au Venezuela une force armée sans fissure visible, mais ce serait manquer de sérieux de penser qu'il en sera toujours ainsi. D'autant moins dans une réalité toujours plus marquée par la tension entre forces sociales irréductibles. Il n'y a pas de corporation qui y résiste longtemps. Les voyages du Ministre des Affaires du Venezuela dans le Mercosur et d'autres pays amis dans le monde, la contre campagne médiatique du gouvernement bolivarien et de ses amis dans le monde et par-dessus tout la capacité politique qu'à Maduro de s'appuyer dans la mobilisation des organisations, classes et secteur du pouvoir populaire bolivarien, facilitent la tâche défensive face à l'attaque annoncée pour mai, ou les mois suivants. La campagne pour la paix mise en marche par le gouvernement de Maduro devra traverser ces épreuves et celles issues de son propre mouvement.

Ce mouvement chaviste a été éduqué par le processus révolutionnaire et le commandant Chávez, dans la saine idée de ne pas conclure de pacte, ni de co-gouverner avec la bourgeoisie. « Non seulement, c'est une classe à l'âme mauvaise, non *chico*, ... c'est qu'en plus ils nous maintiennent dans une guerre permanente depuis 2002, et sans doute même avant, ils ne nous laissent pas en paix, donc... », déclare-t-il dans « Aló Presidente » de novembre 2010, et il le répéta des milliers de fois. Cette bonne idée a pris place dans la tête de millions de Chavistes, traduite dans un gouvernement de gauche sans représentants directs de la classe capitaliste. Missions sociales gratuites, développement culturel, large démocratie politique, etc.,... Dans ce cadre, si complexe à présent, se jouera le destin du processus bolivarien tout au long de l'année 2014.

Article original en espagnol : [Venezuela, tres hipótesis y un conflicto en marcha](#)

Traduction [Anne Wolff](#)

La source originale de cet article est [kaosenlared.net](#)

Copyright © [Modesto Emilio Guerrero](#), [kaosenlared.net](#), 2014

Articles Par : [Modesto Emilio Guerrero](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca